

7 May 2012

English/French/Spanish only

UNITED NATIONS FRAMEWORK CONVENTION ON CLIMATE CHANGE

**Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action  
under the Convention**

**Fifteenth session**

**Bonn, 15–24 May 2012**

Item 3(b)(v) of the provisional agenda

**Various approaches, including opportunities for using markets, to enhance the cost-effectiveness of, and to promote, mitigation actions, bearing in mind different circumstances of developed and developing countries**

**Views on a framework for various approaches**

**Submissions from Parties**

**Addendum**

1. In addition to the 12 submissions contained in document FCCC/AWGLCA/2012/MISC.4, two further submissions, and a translation of a previous submission, have been received.
2. In accordance with the procedure for miscellaneous documents, these submissions are attached and reproduced\* in the languages in which they were received and without formal editing.

---

\* These submissions have been electronically imported in order to make them available on electronic systems, including the World Wide Web. The secretariat has made every effort to ensure the correct reproduction of the texts as submitted.

**FCCC/AWGLCA/2012/MISC.4/Add.1**

GE.12-60870

**Please recycle** 

# Contents

	<i>Page</i>
1. Bangladesh, Cameroon, Central African Republic, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Democratic Republic of the Congo, Dominica, Dominican Republic, Fiji, Gabon, Ghana, Guyana, Honduras, Kenya, Pakistan, Panama, Papua New Guinea, Sierra Leone, Solomon Islands, Suriname and Uganda (Submission received 16 April 2012)* .....	3
2. Bolivia (Plurinational State of) (Submission received 3 May 2012) .....	10
3. Ecuador (Submission received 5 March 2012) .....	18

---

\* An English language version of this submission was made on 10 April 2012, which is included in document FCCC/AWGLCA/2012/MISC.4.

Paper no. 1: Bangladesh, Cameroon, Central African Republic, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Democratic Republic of the Congo, Dominica, Dominican Republic, Fiji, Gabon, Ghana, Guyana, Honduras, Kenya, Pakistan, Panama, Papua New Guinea, Sierra Leone, Solomon Islands, Suriname and Uganda

[Translation as submitted]

## **Soumission par**

**Le Bangladesh, le Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, Dominique, la République Dominicaine, Fiji, le Gabon, le Ghana, la Guyane, le Honduras, le Kenya, le Pakistan, le Panama, la Papouasie-nouvelle -Guinée, la Sierra Leone, les Îles Salomon, le Suriname et l'Ouganda**

Vues sur diverses approches, y compris les possibilités de l'utilisation des marchés, pour améliorer le rapport coût-efficacité et promouvoir des mesures d'atténuation

1. La Conférence des Parties lors de sa 17e session, a invité les Parties et admis les organisations ayant le statut d'observateur de la CCNUCC à soumettre au secrétariat, avant le 5 mars 2012, leurs vues sur les questions mentionnées aux paragraphes 79 et 80<sup>1</sup>, et 83 et 84<sup>2</sup>, du projet de décision [ - 2/CP.17], résultat des travaux du Groupe de travail Ad Hoc sur l'action coopérative à long terme en vertu de la Convention, y compris de leurs expériences positives et négatives, avec les méthodes et les mécanismes existants ainsi que les enseignements tirés<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Insiste sur le fait que diverses approches, y compris les possibilités de l'utilisation des marchés, pour améliorer le rapport coût-efficacité et promouvoir des mesures d'atténuation, en gardant à l'esprit les circonstances des pays développés et des pays en développement, doivent répondre à certaines normes qui offrent des mesures d'atténuation réelles, permanentes, supplémentaires et vérifiées, évitent un double comptage de l'effort, et parviennent à une diminution nette et/ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre et demande au Groupe de travail Ad Hoc sur l'action coopérative à long terme en vertu de la Convention de mener un programme de travail pour considérer un cadre pour telles approches, avec en vue de recommander une décision à la Conférence des Parties lors de sa dix-huitième séance, paragraphes 79 et 80 de décision de projet [-/CP.17], résultat des travaux du Groupe de travail Ad Hoc sur l'action coopérative à long terme au titre de la Convention.

<sup>2</sup> Définit un nouveau mécanisme fondé sur le marché, sous la direction et l'autorité de la Conférence des Parties, pour améliorer le rapport coût-efficacité et promouvoir les mesures d'atténuation, en gardant à l'esprit les circonstances des pays développés et des pays en développement, qui est guidé par la décision 1/CP.16, paragraphe 80, et qui, sous réserve de conditions à être élaborées, peut aider les pays développés à remplir une partie de leurs cibles ou engagement d'atténuation au titre de la Convention et demande au Groupe de Travail Ad Hoc sur l'action coopérative à long terme au titre de la Convention de mener un programme de travail visant à élaborer les modalités et procédures pour le mécanisme visé au paragraphe 83 ci-dessus, en vue de recommander une décision à la Conférence des Parties lors de sa dix-huitième session, aux paragraphes 83 et 84 du projet de décision [ - /CP.17], résultat des travaux du Groupe de travail Ad Hoc sur l'action coopérative à long terme au titre de la Convention.

<sup>3</sup> Respectivement les paragraphes 81 et 85 de la Décision de projet [-/CP.17], résultat des travaux du Groupe de travail Ad Hoc sur l'action coopérative à long terme au titre de la Convention.

2. À cet effet, la Coalition pour les nations de forêts tropicales et un certain nombre de pays en développement ayant des affinités se sont réunis à Londres, en Angleterre le 29 février et le 1er mars 2012, pour examiner les questions relatives au paragraphe 1 ci-dessus. Cette présentation a été établie pour tenir compte de ces discussions et des points de vue de nombreux autres pays en développement sur ces mêmes questions.
3. La soumission des points de vues au Groupe de travail Ad Hoc sur une action concertée à long terme lors de sa quatrième session, le 30 mars 2009 par *le Belize, la République centrafricaine, le Costa Rica, la République démocratique du Congo, la République dominicaine, l'Équateur, la Guinée équatoriale, le Ghana, la Guyane, le Honduras, le Kenya, Madagascar, le Népal, le Nicaragua, le Panama, la Papouasie-nouvelle -Guinée, Singapour, les Îles Salomon, la Thaïlande, l'Ouganda, la République-unie de Tanzanie, Vanuatu et le Viet Nam* sur la réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts, et de l'amélioration des stocks de carbone de forêt devraient être rappelés.
4. **Nouveaux mécanismes du marché** : COP17 a défini un nouveau mécanisme fondé sur le marché et a demandé à l'AWG-LCA de mener un programme de travail visant à élaborer des modalités et procédures pour le nouveau mécanisme fondé sur le marché en vue de recommander une décision à la Conférence des Parties lors de sa dix-huitième session.
5. **Assistance en conformité avec l'Annexe de la Partie 1** : Le CMP7 a décidé que « les unités générées à partir de mécanismes fondés sur le marché pour être établies en vertu de la Convention ou de ses instruments peuvent être utilisées par les Parties visées à l'annexe I pour les aider à remplir leurs engagements chiffrés de limitation et de réduction d'émission en vertu de l'Article 3 ».
6. **Intégrité environnementale, sociale et économique** : Les parties devraient soutenir et améliorer ceux qui sont déjà existants et développer de nouveaux mécanismes fondés sur le marché, en vue d'atteindre l'objectif de la Convention et du Protocole de Kyoto, tout en assurant l'intégrité de l'environnement.
7. **Supporter les différentes ambitions** : Les parties devraient accroître le niveau d'ambition dans leurs efforts pour parvenir à une augmentation de la température en dessous de la barre des 2 degrés Celsius cible et devraient envisager de renforcer l'objectif mondial à long terme, par rapport à l'augmentation de la température de 1,5 degrés Celsius.
8. **Bénévolats et assistance au niveau local** : Les pays en développement qui sont parties pourront, sur une base volontaire et en tenant compte des différentes circonstances et capacités nationales, mettre en œuvre un mécanisme fondé sur le marché en vue de renforcer leur contribution à la réalisation de l'objectif ultime de la Convention, pour les aider à réaliser le développement durable, et à aider les pays développés qui sont parties à parvenir à la mise en œuvre de leurs engagements en vertu de la Convention et du Protocole de Kyoto.

9. **Marchés mobilisateurs de finance** : Une partie des actions de réduction des effets entreprises par les pays en développement qui sont parties peut être financée grâce à des mécanismes de marché.
10. **Normes standard requises** : Les modalités et procédures pour le nouveau mécanisme de marché visés au paragraphe 83 de la décision - /CP.17, résultat des travaux du Groupe de Travail Ad Hoc sur une action de coopération à long terme dans le cadre de la Convention, tout en considérant les circonstances nationales, doivent permettre d'identifier les normes communes ("une tonne est une tonne") à être appliquées par toutes les Parties mettant en œuvre tout type de mécanisme fondé sur le marché, y compris ceux qui sont existants et les nouveaux, qu'ils soient nationaux ou régionaux, en vue d'assurer la pleine fongibilité de toute unité de réduction.
11. Les normes communes visées au paragraphe 10 ci-dessus doivent être compatibles avec les mécanismes fondés sur le marché en vertu du Protocole de Kyoto, et devraient traiter de questions telles que le barème projet-par-projet, le double comptage, les fuites, des niveaux de référence et les facteurs équivalents et ne devraient être autorisés que dans la mesure où un participant est admissible à l'égard de la présentation de rapports sur les inventaires de gaz à effet de serre et de la documentation à l'appui, comme convenu par les Parties.
12. **Nouvelle approche commerciale du marché** : En vertu du mécanisme de marché visés au paragraphe 83 de la décision - /CP.17, résultat des travaux du Groupe de travail Ad Hoc sur une action de coopération à long terme dans le cadre de la Convention, dans le contexte d'une approche commerciale, un niveau de référence est défini ex-ante et les indemnités équivalentes émises. Les indemnités peuvent être échangées sur le marché du carbone. Dans le cas où les émissions à la fin de la période sont au-dessus du niveau national de référence, les garanties devraient être introduites, telles que les réserves des années précédentes ou le solde négatif reporté sur la prochaine période. Les pays en développement qui sont parties devraient mettre en œuvre cette approche en fonction des circonstances nationales.
13. **Conformité avec els Règlements locaux** : La mise en œuvre des mécanismes basés sur le marché devrait être compatible avec les politiques et les mesures nationales, y compris les plans REDD+ nationaux.
14. **Organisme réglementaire local** : Un organisme de réglementation, opérant sous l'autorité de la Conférence des Parties, devrait superviser les nouvelles approches, y compris le nouveau mécanisme fondé sur le marché.
15. Les termes de référence pour la conception de l'organisme de réglementation, y compris les modalités, la composition, les procédures, les tâches et les fonctions, devraient être adoptés par la Conférence des Parties lors de sa dix-huitième session. L'organisme de réglementation devrait, entre autres, développer, administrer et faire en sorte que les normes communes visées au paragraphe 10 ci-dessus soient appliquées par les Parties. L'organisme de réglementation devrait également s'assurer qu'un mécanisme de règlement des différends soit établi.

16. **Création d'une banque de réserve de carbone:** une banque de réserve de carbone doit être établie dans le but de garantir un bon développement du marché du carbone.
17. **Encourager es investissements dans le secteur privé:** L'engagement et la participation dans le secteur privé en alignement avec les nouveaux mécanismes du marché devront supporter les primes, bonus et les transactions au niveau international et local.
18. **Apporter un soutien adapté :** Un soutien technique et financier adéquat doit être fourni par les Parties qui sont des pays développés aux Parties qui sont des pays en développement pour la mise en œuvre des activités visées au paragraphe 73 de la décision 1/CP.16.

**Presentado por**

**Bangladesh, Camerún, la República Centroafricana, (la República del) Congo, Costa Rica, Costa de Marfil, la República Democrática del Congo, Dominica, República Dominicana, Fiji, Gabón, Ghana, Guyana, Honduras, Kenia, Pakistán, Panamá, Papúa Nueva Guinea, Sierra Leona, las Islas Salomón, Surinam y Uganda**

Puntos de vista sobre diversos enfoques, incluyendo oportunidades para el uso de mercados, para mejorar la efectividad de costos y promover acciones de mitigación, tal como lo solicitó la Conferencia de las Partes en su décimo séptima sesión

1. La Conferencia de las Partes, durante su 17 sesión, invitó a las partes y permitió que organizaciones observadoras de CMNUCC presenten a la secretaría, a más tardar el 5 de marzo de 2012, sus puntos de vista sobre los temas a los que se hace referencia en los párrafos 79 y 80<sup>1</sup> y 83 y 84<sup>2</sup> del borrador de la decisión 2/CP.17, Resultados del trabajo del Grupo de Trabajo Ad Hoc sobre las Acciones Cooperativas de Largo Plazo según la Convención, incluyendo sus experiencias positivas y negativas con los enfoques y mecanismos existentes, así como las lecciones aprendidas<sup>3</sup>.
2. Con ese fin, la Coalición de Naciones con Selvas Tropicales y un número de países en desarrollo afines se reunieron en Londres, Inglaterra, el 29 de febrero y 1ro de marzo de 2012 para tomar en cuenta temas relacionados con el párrafo 1 más arriba. Esta presentación fue preparada para reflejar dichas discusiones e incluye aportes de diversas otras partes de países en desarrollo sobre los mismos temas.
3. Se tendrá en cuenta la presentación de puntos de vista al Grupo de Trabajo Ad Hoc sobre Acción Cooperativa de Largo Plazo durante su cuarta sesión que se llevó a cabo el 30 de marzo de 2009 por *Belize, la República*

---

<sup>1</sup> ‘Pone énfasis en que los diversos enfoques, incluyendo oportunidades para utilizar mercados, para mejorar la efectividad de costos y la promoción de acciones de mitigación, teniendo en cuenta las diferentes circunstancias de los países desarrollados y en desarrollo, deben cumplir con estándares que proporcionan resultados de mitigación reales, permanentes, adicionales y verificados, evitan el conteo doble de esfuerzos y logran una reducción y/o eliminación neta de emisiones de gases de efecto invernadero’ y ‘Solicita al Grupo de Trabajo Ad Hoc sobre la Acción Cooperativa de Largo Plazo según la Convención llevar a cabo un programa de trabajo para tomar en cuenta un marco de trabajo para dichos enfoques, con el objetivo de recomendar una decisión a la Conferencia de las Partes durante su décimo octava sesión’, párrafos 79 y 80 del borrador de decisión [-/CP.17], Resultado del trabajo del Grupo de Trabajo Ad Hoc sobre la Acción Cooperativa de Largo Plazo según la Convención.

<sup>2</sup> ‘Define un nuevo mecanismo basado en el mercado, que funciona bajo la guía y autoridad de la Conferencia de las Partes, para mejorar la efectividad de costos y promover acciones de mitigación, teniendo en cuenta las diferentes circunstancias de los países desarrollados y en desarrollo, que está guiado por la decisión 1/CP.16, párrafo 80, el que, sujeto a las condiciones a ser elaboradas, pueda ayudar a países desarrollados a cumplir parte de sus objetivos o compromisos de mitigación según la Convención’ y ‘Solicita al Grupo de Trabajo Ad Hoc sobre la Acción Cooperativa de Largo Plazo según la Convención llevar a cabo un programa de trabajo para elaborar modalidades y procedimientos para el mecanismo al que se hace referencia en el párrafo 83 más arriba, con el objetivo de recomendar una decisión a la Conferencia de las Partes durante su décimo octava sesión, párrafos 83 y 84 del borrador de decisión [-/CP.17], Resultado del trabajo del Grupo de Trabajo Ad Hoc sobre la Acción Cooperativa de Largo Plazo según la Convención.

<sup>3</sup> Respectivamente párrafos 81 y 85 del borrador de decisión [-/CP.17], Resultado del trabajo del Grupo de Trabajo Ad Hoc sobre la Acción Cooperativa de Largo Plazo según la Convención.

*Centroafricana, Costa Rica, la República Democrática del Congo, República Dominicana, Ecuador, Guinea Ecuatorial, Ghana, Guyana, Honduras, Kenia, Madagascar, Nepal, Nicaragua, Panamá, Papúa Nueva Guinea, Singapur, las Islas Salomón, Tailandia, Uganda, la República Unida de Tanzania, Vanuatu y Vietnam sobre la Reducción de Emisiones de la Deforestación y Degradación de Bosques y el papel de la Conservación, la Gestión Sustentable de los Bosques y la Mejora de los Stock de Carbono en Bosques.*

4. **Nuevos mecanismos de mercado:** COP17 definió un nuevo mecanismo basado en el mercado y solicitó a AWG-LCA que lleve a cabo un programa de trabajo para elaborar las modalidades y procedimientos para el nuevo mecanismo basado en el mercado con el objetivo de recomendar una decisión a la Conferencia de las Partes durante su décimo octava sesión.
5. **Puede contribuir al cumplimiento de las partes del Anexo 1:** CMP17 decidió que “Toda unidad generada de mecanismos basados en el mercado a ser establecida según la Convención o sus instrumentos puede ser utilizada por las partes incluidas en el Anexo 1 para ayudarlas a cumplir con el límite de emisiones cuantificado y los compromisos de reducción según el Artículo 3”.
6. **Integridad ambiental, social y económica:** Las partes deben apoyar y mejorar los mecanismos basados en el mercado existentes y desarrollar otros nuevos con el objetivo de cumplir con el objetivo de la Convención y el Protocolo de Kioto, al mismo tiempo que garantizar la integridad ambiental.
7. **Apoyarán mayores niveles de ambición:** Las partes deben aumentar el nivel de ambición de sus iniciativas para lograr un aumento de la temperatura por debajo del objetivo de 2 grados centígrados y analizar la posibilidad de fortalecer la meta global de largo plazo, en relación con un aumento de la temperatura de 1.5 grados centígrados.
8. **De forma voluntaria y tomando en cuenta las circunstancias nacionales:** Las partes de países en desarrollo pueden, de forma voluntaria y tomando en cuenta las circunstancias nacionales y diferentes capacidades, implementar un mecanismo basado en el mercado con el objetivo de fortalecer su contribución al objetivo final de la Convención, asistirlos para el logro del desarrollo sustentable y asistir a las partes de países desarrollados a cumplir con sus compromisos según la Convención y el Protocolo de Kioto.
9. **Mercados para movilizar finanzas:** Una parte de las acciones de mitigación emprendidas por las partes de países en desarrollo podrá ser financiada a través de mecanismos basados en el mercado.
10. **Se requieren estándares comunes:** Las modalidades y procedimientos para el nuevo mecanismo basado en el mercado al que se hace referencia en el párrafo 83 de la decisión 2/CP.17, Resultado del trabajo del Grupo de Trabajo Ad Hoc sobre la Acción Cooperativa de Largo Plazo según la Convención, teniendo en cuenta las circunstancias nacionales, deben identificar estándares comunes (“una tonelada es una tonelada”) a ser aplicados por todas las partes que implementan cualquier tipo de mecanismo basado en el mercado, existente o nuevo, nacional o regional, con el objetivo de garantizar la fungibilidad plena de toda unidad de reducción.
11. Los estándares comunes a los que se hace referencia en el párrafo 10 más arriba deben ser compatibles con los mecanismos basados en el mercado existentes según el Protocolo de Kioto y deben hacer frente a temas tales como una escala proyecto a proyecto, conteo doble, fugas, niveles de referencia y factores equivalentes, y deben ser permitidos únicamente en los casos en los que los participantes están al día en relación con información sobre inventarios nacionales de gases de efecto invernadero y documentación de apoyo, tal como acordaron las partes.
12. **Aprovechando las ventajas de un enfoque de comercio:** Según el mecanismo basado en el mercado al que se hace referencia en el párrafo 83 de la decisión 2/CP.17, Resultado del trabajo del Grupo de Trabajo Ad Hoc sobre la Acción Cooperativa de Largo Plazo según la Convención, dentro de contexto de un Enfoque de Comercio, se define ex-ante un nivel de referencia nacional y se emiten derechos de emisión equivalentes. Los derechos pueden ser comerciados en el mercado de carbono. En el caso de que al final del período las emisiones sean superiores al nivel de referencia nacional, se deben introducir salvaguardas tales como reservas de años anteriores o saldos negativos trasladados al periodo siguiente. Las partes de países en desarrollo deben implementar este enfoque según las circunstancias nacionales.
13. **Consistente con políticas nacionales:** La implementación de mecanismos basados en el mercado debe ser consistente con las políticas y medidas nacionales, incluyendo los planes/programas nacionales REDD+.



14. **Hace falta un organismo regulatorio:** Un organismo regulatorio, que funcione bajo la autoridad de la Conferencia de las Partes, debe supervisar los nuevos enfoques, incluyendo el nuevo mecanismo basado en el mercado.
15. La Conferencia de las Partes en su décimo octava sesión, debe adoptar los términos de referencia para el diseño del organismo regulatorio, incluyendo modalidades, composición, procedimientos, obligaciones y funciones. El organismo regulatorio debe, entre otras cosas, desarrollar, administrar y asegurar que los estándares comunes a los que se hace referencia en el párrafo 10 más arriba son aplicados por las partes. El organismo regulatorio debe asegurarse también de que se establece un mecanismo para la solución de disputas.
16. **Establecer un Banco de Reserva de Carbono:** Se debe establecer un Banco de Reserva de Carbono con el objetivo de garantizar el funcionamiento regular y eficiente del mercado de carbono.
17. **Alentar la participación del sector privado:** Se debe apoyar e incentivar el compromiso y la participación del sector de negocios en el nuevo mecanismo basado en el mercado, en el diseño y la operación del mismo, tanto a nivel nacional como internacional.
18. **Sujeto al apoyo adecuado:** Las partes de países desarrollados deben proporcionar apoyo técnico y financiero adecuado a las partes de países en desarrollo para la implementación de las actividades a las que se hace referencia en el párrafo 70 de la decisión 1/CP.16.

## **SUBMISSION DEL ESTADO PLURINACIONAL DE BOLIVIA DESARROLLO DE MECANISMOS DE JUSTICIA CLIMATICA ARTICULADOS AL FONDO VERDE CON ENFOQUE DE NO MERCANTILIZACION**

El Estado Plurinacional de Bolivia de acuerdo el requerimiento realizado por el Secretariado de la Convención marco de Naciones Unidas sobre Cambio Climático pone en consideración de los países parte la propuesta boliviana vinculada al párrafo 79 y 89 de la Decisión 2/CP 17 sobre un Marco, Modalidades y Procedimientos para la constitución de los **Mecanismos de Justicia Climática** basados en un enfoque de no-mercado. Sobre la base de tres (3) Mecanismos de Mitigación y Adaptación al Cambio Climático articulados al Fondo Verde Climático, de acuerdo al siguiente detalle.

1. Mecanismo Conjunto de Mitigación y Adaptación para el Manejo Integral y Sustentable de los Bosques.
2. Mecanismo de Mitigación al Cambio Climático.
3. Mecanismo de Adaptación al Cambio Climático para el Desarrollo Integral.

### **1. Orientación de los Mecanismos**

Los Mecanismos de Justicia Climática están basados en un enfoque de no-mercado de acuerdo a las siguientes orientaciones:

- (a) Impulsar la mitigación y adaptación al cambio climático basadas en procesos y dinámicas de no mercantilización de las funciones eco-sistémicas de la Madre Tierra.
- (b) Apoyar las acciones de los países en desarrollo relativas a la construcción de un modelo de desarrollo sustentable en armonía con la Madre Tierra promoviendo la responsabilidad climática y ambiental en actores públicos y privados.
- (c) Reforzar las acciones nacionales de los países en desarrollo mediante el apoyo de los países desarrollados, promoviendo acciones efectivas de mitigación y adaptación al cambio climático con el incremento progresivo de la eficiencia en el uso y aprovechamiento sustentable de recursos naturales no renovables, fortalecimiento de los medios de vida de las poblaciones locales y la conservación de los bosques en el marco de su manejo integral y sustentable.

Promover la responsabilidad ética pero también el cumplimiento de las responsabilidades comunes pero diferenciadas de los países con la Madre Tierra para la reducción de gases de efecto invernadero y emisiones de carbono.

Asimismo, los mecanismos se encuentran en un marco basado en Derechos:

- Derechos de los pueblos para fortalecer sus medios de vida a tiempo de desarrollar economías sustentables en armonía con la Madre Tierra en el marco de procesos de apoyo financiero y transferencia tecnológica de los países desarrollados. Las Partes tienen derecho al desarrollo sostenible tomando en cuenta que el crecimiento económico es esencial para la adopción de medidas encaminadas a hacer frente al cambio climático como es reconocido en los principios de la Convención.

- Derechos de la Madre Tierra a un aire limpio y a vivir libre de contaminación.
- Deberes de las personas individuales y jurídicas a defender y respetar los derechos de la Madre Tierra promoviendo la armonía con la naturaleza en todos los ámbitos de su relacionamiento con el resto de las comunidades humanas y el resto de la naturaleza en los sistemas de vida. Las Partes se comprometen mediante la Convención a proteger el sistema climático en beneficio de las generaciones presentes y futuras, sobre la base de la equidad y de conformidad con sus responsabilidades comunes pero diferenciadas y sus respectivas capacidades.
- Obligaciones del Estado para promover el desarrollo de patrones de producción sustentables en armonía con la Madre Tierra.
- Obligaciones de los países desarrollados de apoyar los esfuerzos nacionales y locales para avanzar en el desarrollo productivo sustentable en armonía con la Madre Tierra tomando en cuenta que las Partes que son países desarrollados deberían tomar la iniciativa en lo que respecta a combatir el cambio climático y sus efectos adversos como lo estipulan los principios de la Convención Marco de Naciones Unidas sobre Cambio Climático.

## **2. Objetivos de los Mecanismos**

Los Mecanismos de Justicia Climática deben promover e incentivar el desarrollo de acciones de los países en desarrollo orientadas a garantizar un desarrollo sustentable en armonía con la naturaleza y en el marco de una responsabilidad ética, climática y ambiental con la Madre Tierra. Estos tres mecanismos se constituyen en instrumentos esenciales para proteger el sistema climático contra el cambio inducido por el ser humano y poner en marcha un nuevo paradigma de desarrollo sustentable basado en la no mercantilización de las funciones eco-sistémicas de la Madre Tierra y en el contexto del diseño e implementación del Fondo Verde Climático.

Los mecanismos contribuyen a la aplicación de medidas apropiadas a las condiciones específicas de las Partes tomando en cuenta que el crecimiento económico es esencial para la adopción de medidas encaminadas a hacer frente al cambio climático como lo establecen los principios de la Convención.

Mediante la implementación de los Mecanismos de Justicia Climática se espera:

- (a) Establecer un ambiente de políticas e instrumentos de fomento de acuerdo a las realidades soberanas de los países para reducir la emisión de Gases de Efecto Invernadero (GEI) promoviendo el desarrollo de economías sustentables en armonía con la Madre Tierra.
- (b) Promover un manejo integral y sustentable de los bosques y un desarrollo energético eficiente a la vez de consolidar las estrategias de vida, seguridad y soberanía alimentaria y prácticas productivas de las poblaciones locales en el marco de la gestión integral del agua y la gestión del riesgo y la vulnerabilidad al cambio climático.
- (c) Fortalecer un modelo de desarrollo sustentable que se basa en la interdependencia y complementariedad de derechos, deberes de las personas, empresas y sociedades y obligaciones del Estado para el Vivir Bien en armonía con la Madre Tierra. Entre los derechos se consideran los derechos del Estado a su desarrollo, derechos de los pueblos indígenas, los derechos de los pobres y los derechos de la Madre Tierra.

- (d) Reconocer, valorar y apoyar con servicios financieros y no financieros el desarrollo de iniciativas productivas y estrategias de vida sustentables y en armonía con la Madre Tierra de actores públicos, privados y comunitarios que contribuyan a una eficiencia energética, al manejo integral y sustentable de los bosques, gestión integral del agua y gestión del riesgo para la mejor conservación de los recursos naturales, el fortalecimiento de estrategias de vida locales y el gobierno de los recursos naturales y el desarrollo energético que resulta del cambio climático.
- (e) Aplicar de manera efectiva los compromisos de los países desarrollados en cuanto a la transferencia de recursos y tecnología hacia los países en vías de desarrollo para la mitigación y adaptación al cambio climático como lo establecen los principios de la Convención.

### **3. Marco Institucional**

Los Mecanismos de Justicia Climática serán establecidos en el ámbito internacional como parte de la Convención Marco de Naciones Unidas sobre Cambio Climático, recibirán recursos financieros del Fondo Verde y serán replicados en los ámbitos nacionales a través de estructuras institucionales a ser definidas de forma soberana por cada país en vías de desarrollo.

### **4. Alcance**

- a) Mecanismo Conjunto de Mitigación y Adaptación para el Manejo Integral y Sustentable de los Bosques.** Promueve las condiciones más apropiadas y mecanismos de fomento necesarios para la conservación y restauración de los bosques y sistemas de vida articulados a los bosques (agua, tierra, bosque y biodiversidad) en el marco de un manejo integral y sustentable.
- b) Mecanismo de Mitigación al Cambio Climático.** Promueve las acciones necesarias para garantizar que las empresas públicas, privadas y comunitarias participen de forma voluntaria en procesos de reducción de Gases de Efecto Invernadero (GEI). Estos esfuerzos nacionales y empresariales son promovidos con el apoyo financiero de los países desarrollados hacia los países en desarrollo.
- c) Mecanismo de Adaptación al Cambio Climático para el Desarrollo Integral.** Está enfocado a promover y fortalecer las intervenciones locales relacionadas con los procesos de adaptación al cambio climático construyendo acciones de resiliencia climática en los ámbitos locales, con énfasis en procesos de seguridad alimentaria, gestión integral del agua y gestión del riesgo al cambio climático.

### **5. Acciones principales de los Mecanismos**

Los Mecanismos de Justicia Climática desarrollarán tres tareas principales: a) acciones de coordinación; b) establecimiento de un marco operativo de implementación de acciones; y c) provisión de apoyo financiero y no financiero y medios técnicos y tecnológicos.

#### **a) Acciones de coordinación**

La coordinación es una responsabilidad que será desarrollada por los Mecanismos de Justicia Climática en dos niveles diferentes.

En primer lugar, en el ámbito internacional la coordinación es un aspecto principal para asegurar que se alcancen los siguientes propósitos:

- Constitución de los Mecanismos de Justicia Climática articulados al Fondo Verde Climático con una activa participación de los gobiernos nacionales de los países en desarrollo y desarrollados.
- Establecimiento de un diálogo entre países desarrollados y países en desarrollo para promover un flujo adecuado de recursos de los primeros hacia los segundos en el marco de lo dispuesto en el artículo 4.7 de la Convención Marco de Naciones Unidas sobre Cambio Climático.

En segundo lugar, se promoverán acciones para la constitución de los Mecanismos de Justicia Climática en los países en desarrollo, en cuyo contexto la coordinación tendrá como propósitos los siguientes:

- Establecimiento de procedimientos para la toma de decisiones en los Mecanismos con la participación de actores nacionales y locales públicos, privados y comunitarios.
- Desarrollo de esquemas para proveer con asistencia financiera y no financiera y medios técnicos y tecnológicos a las personas, empresas, entidades gubernamentales y otros actores públicos y privados que participan en los mecanismos.
- Desarrollo de criterios de implementación de planes, programas y proyectos relacionados con la mitigación y adaptación al cambio climático.

#### ***b) Marco operativo de implementación de acciones***

Esta constituye una tarea prioritaria en los ámbitos internacionales y nacionales para hacer que las acciones de los Mecanismos de Justicia Climática se implementen de forma efectiva, eficiente, transparente y equitativa, tomando en cuenta procedimientos que sean adecuados y apropiados a la realidad de los países en desarrollo y respetando plenamente su soberanía. En la implementación de estos mecanismos se tomarán en cuenta las siguientes líneas operacionales:

- Definición de criterios para la implementación del mecanismo.
- Establecimiento de metodologías y procedimientos operacionales estandarizados para impulsar procesos de eficiencia energética y mitigación al cambio climático.
- Identificación y formulación de metas, indicadores y sistemas de monitoreo y seguimiento.

#### ***c) Provisión de asistencia financiera y no financiera***

Los Mecanismos serán desarrollados para proveer con asistencia financiera y no financiera (técnica y no tecnológica) a los países y empresas que participan en iniciativas de mitigación y adaptación al cambio climático. Las potenciales fuentes de financiamiento de los Mecanismos son las siguientes:

- **Fondos públicos externos** transferidos por el Fondo Verde Climático a las estructuras nacionales a ser constituidos por los países en desarrollo en los ámbitos nacionales de acuerdo a sus políticas nacionales y de forma soberana.
- **Fondos privados éticos**, considerando iniciativas de empresas privadas en el marco de la responsabilidad ética, climática y ambiental con el cambio climático y sobre esta base la transferencia de recursos privados no vinculados a los mercados para el desarrollo de

procesos de conservación de bosques, procesos de eficiencia energética, desarrollo sustentable de medios de vida y reducción de riesgos y vulnerabilidad.

## **6. Plan de Trabajo**

Las siguientes acciones deben ser desarrolladas con el propósito de avanzar en el diseño e implementación de los tres Mecanismos de Justicia Climática articulados al Fondo Verde Climático.

- a) Preparación de una hoja de ruta para el diseño integrado de los tres Mecanismos. Los Mecanismos serán diseñados durante el año 2012 y presentados oficialmente en la COP18 para su aprobación. Asimismo, deberán estar vinculados legalmente al Fondo Verde hasta fines del año 2013 y plenamente implementados durante el año 2014.
- b) Desarrollo de un trabajo específico en SBSTA durante el año 2012 con el propósito de diseñar los tres Mecanismos considerando los aspectos institucionales, metodológicos, técnico-operativos y financieros.

El Estado Plurinacional de Bolivia se guarda el derecho de poder enviar en lo posterior y conforme al desarrollo de las negociaciones, contribuciones para la constitución de los mecanismos propuestos.

# **SUBMISSION DEL ESTADO PLURINACIONAL DE BOLIVIA DESARROLLO DEL MECANISMO DE MITIGACION AL CAMBIO CLIMATICO CON ENFOQUE BASADO EN LA NO MERCANTILIZACION**

El Estado Plurinacional de Bolivia, pone en consideración a los países parte de la CMNUCC su propuesta vinculada al párrafo 79 y 89 de la Decisión 2/CP 17 sobre un Marco, Modalidades y Procedimientos para la constitución del **Mecanismo de Mitigación al Cambio Climático** (que forma parte de los “Mecanismos de Justicia Climática”) con un enfoque basado en la no mercantilización, para el “programa de trabajo sobre varios enfoques para fortalecer y promover las acciones de mitigación, considerando las diferentes consideraciones de los países desarrollados y en vías de desarrollo”.

## **1. ORIENTACIONES DEL MECANISMO**

El Mecanismo de Mitigación al Cambio Climático se basa en los siguientes principios y orientaciones generales:

- (a) Garantiza la no mercantilización de las funciones eco-sistémicas de la Madre Tierra.
- (b) Apoya a las acciones de los países en desarrollo para la construcción de un modelo de desarrollo sustentable en armonía con la Madre Tierra promoviendo procesos de responsabilidad climática y ambiental en los actores públicos y privados.
- (c) Refuerza las acciones nacionales de los países en desarrollo con el apoyo de países desarrollados, promoviendo cambios en la matriz energética con el incremento progresivo de la eficiencia en el uso y aprovechamiento sustentable de los recursos naturales no renovables
- (d) Promueve el desarrollo de medios de vida sustentables para los actores empresariales e iniciativas comunitarias comerciales.
- (e) Promueve la responsabilidad ética con la Madre Tierra de los países para la reducción de gases de efecto invernadero y emisiones de carbono.
- (f) Contribuir a la aplicación de medidas apropiadas a las condiciones específicas de las Partes tomando en cuenta que el crecimiento económico es esencial para la adopción de medidas encaminadas a hacer frente al cambio climático como lo establecen los principios de la Convención.

## **2. OBJETIVOS DEL MECANISMO**

Los objetivos centrales de la implementación del Mecanismo de Mitigación al Cambio Climático son los siguientes:

- (a) Proporcionar apoyo financiero y no financiero a las acciones de los países en vías de desarrollo orientadas a la reducción de Gases de Efecto Invernadero, promoviendo el desarrollo de economías sustentables en armonía con la Madre Tierra.
- (b) Alcanzar un manejo energético eficiente con énfasis en los sectores económico-productivo.
- (c) Desarrollar prácticas de fomento para la implementación de acciones de responsabilidad climática y ambiental empresarial.

## **3. MARCO INSTITUCIONAL**

El Mecanismo de Mitigación al Cambio Climático será establecido en el ámbito internacional como parte de la Convención Marco de Naciones Unidas sobre Cambio Climático, recibirá recursos

financieros del Fondo Verde y será replicado en los ámbitos nacionales en el marco de las estructuras institucionales definidas de forma soberana por los países en vías de desarrollo.

#### **4. ALCANCE**

Promueve las acciones necesarias para garantizar que las empresas públicas, privadas y comunitarias participen de forma voluntaria en procesos de reducción de Gases de Efecto Invernadero (GEI). Estos esfuerzos nacionales y empresariales son promovidos con el apoyo financiero de los países desarrollados hacia los países en desarrollo.

#### **5. ACCIONES DEL MECANISMO**

El Mecanismo de Mitigación al Cambio Climático desarrollará tres tareas principales: a) acciones de coordinación; b) establecimiento de un marco operativo de implementación de acciones; y c) provisión de apoyo financiero y no financiero y de medios técnicos y tecnológicos necesarios para la reducción de GEI.

##### **a) Acciones de coordinación**

La coordinación es una responsabilidad que será desarrollada por el Mecanismo de Mitigación al Cambio Climático en dos niveles diferentes.

En primer lugar, en el ámbito internacional se considera necesario:

- Constitución del Mecanismo de Mitigación al Cambio Climático con una activa participación de los gobiernos nacionales de los países en desarrollo y desarrollados.
- Establecimiento de un diálogo entre países desarrollados y países en desarrollo para promover un flujo adecuado de recursos de los primeros hacia los segundos en el marco de lo dispuesto en el artículo 4.7 de la Convención Marco de Naciones Unidas sobre Cambio Climático.

En segundo lugar, a nivel nacional se promoverán acciones para la constitución de un Mecanismo de Mitigación al Cambio Climático en los países en desarrollo, en cuyo contexto la coordinación tendrá como propósitos los siguientes:

- Establecimiento de procedimientos para la toma de decisiones con la participación de actores nacionales y locales públicos, privados y comunitarios.
- Desarrollo de esquemas para proveer con asistencia financiera y no financiera y medios técnicos y tecnológicos a las personas, empresas, entidades gubernamentales y otros actores públicos y privados para impulsar acciones de mayor eficiencia energética.
- Desarrollo de criterios de implementación de planes, programas y proyectos relacionados con la mitigación al cambio climático y procesos de eficiencia energética.

##### **b) Marco operativo para la implementación de acciones**

En la implementación de este mecanismo las siguientes líneas operacionales deben tomarse en cuenta:



- Definición de criterios para la implementación del mecanismo.
- Establecimiento de metodologías y procedimientos operacionales estandarizados para impulsar procesos de eficiencia energética y mitigación al cambio climático.
- Identificación y formulación de metas, indicadores y sistemas de monitoreo y seguimiento.

A su vez los compromisos de los países desarrollados y de los Estados estarán relacionados con las siguientes acciones:

- Proveer de apoyo financiero y los medios técnicos y tecnológicos necesarios y suficientes para garantizar la efectividad de los procesos de reducción de GEI.
- Las empresas que asuman su responsabilidad con la Madre Tierra en el marco climático y ambiental serán certificadas en el ámbito internacional como empresas que aportan a un desarrollo en armonía con la naturaleza, pudiendo acceder a mercados preferenciales y otros mecanismos de fomento a su actividad empresarial.

### c) **Provisión de asistencia financiera y no financiera**

Los Mecanismos serán desarrollados para proveer con asistencia financiera y no financiera (técnica y no tecnológica) a los países y empresas que participan en iniciativas de mitigación y adaptación al cambio climático. Las potenciales fuentes de financiamiento de los Mecanismos son las siguientes:

- **Fondos públicos externos** transferidos por el Fondo Verde Climático a las estructuras nacionales a ser constituidos por los países en desarrollo en los ámbitos nacionales de acuerdo a sus políticas nacionales y de forma soberana.
- **Fondos privados éticos**, considerando iniciativas de empresas privadas en el marco de la responsabilidad ética, climática y ambiental con el cambio climático y sobre esta base la transferencia de recursos privados no vinculados a los mercados para el desarrollo de procesos de conservación de bosques, procesos de eficiencia energética, desarrollo sustentable de medios de vida y reducción de riesgos y vulnerabilidad.

## 6. PLAN DE TRABAJO

Las siguientes acciones deben ser desarrolladas con el propósito de avanzar en el diseño e implementación de los tres Mecanismos de Justicia Climática articulados al Fondo Verde Climático.

- a) Preparación de una hoja de ruta para el diseño integrado de los tres Mecanismos. Los Mecanismos serán diseñados durante el año 2012 y (aprobados) (presentados) oficialmente en la COP18. Asimismo, deberán estar vinculados legalmente al Fondo Verde hasta fines del año 2013 y plenamente implementados durante el año 2014.
- b) Desarrollo de un trabajo específico en SBSTA durante el año 2012 con el propósito de diseñar los tres Mecanismos considerando los aspectos institucionales, metodológicos, técnico-operativos y financieros.

El Estado Plurinacional de Bolivia se guarda el derecho de poder enviar en lo posterior y conforme al desarrollo de las negociaciones, contribuciones para la constitución de los mecanismos propuestos.

## MODALIDADES Y PROCEDIMIENTOS DEL MECANISMO DE EMISIONES NETAS EVITADAS

### - Documento en Construcción -

#### Antecedentes

La Conferencia de los Estados Parte (COP) de la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre Cambio Climático (CMNUCC), en su décimo sexta reunión (COP 16), solicita al Grupo de Trabajo Especial de Cooperación a Largo Plazo bajo la Convención (GTE-CLP) elaborar propuestas de mecanismos que permitan mejorar la costo-efectividad, y promover, acciones de mitigación, con el objetivo de recomendar un borrador de decisión para ser considerado en la COP 17.

El mecanismo a ser elaborado debe tomar en cuenta las siguientes consideraciones:

- a) Asegurar la participación voluntaria de las Partes, bajo los principios de un acceso justo y equitativo.
- b) Complementar las acciones de mitigación apropiadas a nivel nacional de los países en desarrollo.
- c) Estimular la mitigación en los diversos sectores de la economía.
- d) Salvaguardar la integridad ambiental.
- e) Asegurar emisiones netas reducidas y/o evitadas de gases de efecto invernadero globales.
- f) Asistir a los países desarrollados para que alcancen sus objetivos de mitigación complementando a los esfuerzos domésticos de mitigación de esos países.
- g) Asegurar una buena gobernanza, un sólido funcionamiento, y una robusta regulación de los mercados.

La propuesta debe demostrar que el mecanismo y su implementación sean construidos sobre la base de aquellos ya existentes, incluyendo los establecidos bajo el Protocolo de Kyoto.

En la decisión, 1/CP.16, párrafo 80, se incluye el principio del mecanismos de emisiones netas evitadas en la definición de los nuevos mecanismos a ser creados para mejorar la costo-efectividad de la mitigación del cambio climático. Y en la decisión -/CP.17 se incluye la consideración del principio de ENE, entre otros, para ser tratados en el programa de trabajo de los nuevos mecanismos.

Finalmente, en la decisión, -/CP.17 sobre varias aproximaciones, incluyendo oportunidades para usar mercados se invita a las Partes a remitir a la Secretaría de la Convención los puntos de vista sobre el programa de trabajo para considerar un marco para dichas aproximaciones, incluyendo las experiencias, positivas y negativas, con las aproximaciones y mecanismos existentes, así como las lecciones aprendidas.

#### a. Definiciones

a).- Las "**Unidades de Emisiones Netas Evitadas**" ó "UENE", son unidades que se expedirán de conformidad con las disposiciones pertinentes en un anexo de la decisión correspondiente, y corresponderán a una tonelada métrica de

dióxido de carbono equivalente, calculada usando los potenciales de calentamiento atmosférico definidos en la decisión 2/CP.3, con las modificaciones de que posteriormente puedan ser objeto de conformidad con el artículo 5.

b).- Las "**Emisiones Netas Certificadas**" ó "**ENC**", son unidades que se expedirán de conformidad con las disposiciones pertinentes en un anexo de la decisión correspondiente, y corresponderán a una tonelada métrica de dióxido de carbono equivalente, calculada usando los potenciales de calentamiento atmosférico definidos en la decisión 2/CO.3, con las modificaciones de que posteriormente puedan ser objeto de conformidad con el artículo 5.

c).- Las "**Unidades de cantidad atribuida**", "**UCA**" son unidades expedidas de conformidad con las disposiciones pertinentes en un anexo de la decisión correspondiente, y corresponderán a una tonelada métrica de dióxido de carbono equivalente, calculada usando los potenciales de calentamiento atmosférico definidos en la decisión 2/CP.3, con las modificaciones de que posteriormente puedan ser objeto de conformidad con el artículo 5.

d).- Las "**Unidades de absorción**", "**UDA**"son unidades que se expedirán de conformidad con las disposiciones pertinentes en un anexo de la decisión correspondiente, y corresponderán a una tonelada métrica de dióxido de carbono equivalente, calculada usando los potenciales de calentamiento atmosférico definidos en la decisión 2/CP.3, con las modificaciones de que posteriormente puedan ser objeto de conformidad con el artículo 5.

e) Por "**interesados**" se entiende las personas, grupos o comunidades efectiva o potencialmente afectados por la propuesta de actividad del mecanismo de emisiones netas evitadas.

b. Gobernanza

## **b1.Conferencia de las Partes**

La Conferencia de las Partes (CdP) tendrá autoridad sobre el mecanismo de emisiones netas evitadas (ENE) y será quien impartirá orientación.

La CdP impartirá orientación a la Junta Ejecutiva adoptando decisiones sobre:

- a) Las recomendaciones que formule la Junta Ejecutiva sobre su reglamento;
- b) Las recomendaciones que formule la Junta Ejecutiva, de conformidad con lo dispuesto en la decisión XX-CP/X relacionadas al mecanismo y las decisiones pertinentes de la CdP.
- c) La designación de las entidades operacionales acreditadas por la Junta Ejecutiva de conformidad con las decisiones pertinentes y las normas para la acreditación a ser desarrolladas.

Además, la CdP:

- a) Examinará los informes anuales de la Junta Ejecutiva
- b) Examinará la distribución regional y subregional en las entidades operacionales designadas y adoptará las decisiones apropiadas para promover la acreditación de tales entidades de las Partes que sean países en desarrollo.
- c) Prestará la asistencia que sea necesaria a fin de conseguir fondos para las actividades ENE.

## ***b2. JUNTA EJECUTIVA de Emisiones Evitadas***

La Junta Ejecutiva actuará bajo la autoridad y la orientación de la CdP y tiene como función supervisar el funcionamiento del Mecanismo de Emisiones Netas Evitadas. Para eso, tiene las siguientes atribuciones:

- a) Hacer recomendaciones a la CdP sobre modalidades y procedimientos para el Mecanismo de Emisiones Netas Evitadas y/o cualquier corrección o adición a las reglas de procedimiento.
- b) Aprobar nuevas metodologías relacionadas con línea de base, plan de monitoreo y límites de la actividad.
- c) Revisar las disposiciones sobre las modalidades, procedimientos y de las definiciones de actividades ENE y, si es necesario, hacer recomendaciones apropiadas a la CdP.
- d) Ser responsable por el acreditación de Entidades Operacionales y recomendar a la CdP la designación de esas entidades.
- e) Poner a disposición del público informes técnicos sobre las metodologías y los procedimientos.
- f) Desarrollar y mantener el Registro del Mecanismo de Emisiones Netas Evitadas.
- g) Aceptar formalmente una actividad validada como una actividad del Mecanismo de Emisiones Netas Evitadas.
- h) Establecer comités, paneles y grupos de trabajo para que lo apoyen en el desempeño de sus funciones.

la Junta Ejecutiva estará compuesto por representantes de las Partes, con X número de representantes de acuerdo a la siguiente distribución:

- 2 miembros de cada uno de los grupos regionales de Naciones Unidas
- 1 miembro de los pequeños estados insulares en desarrollo
- 1 miembro de los países menos desarrollados
- 2 miembros de las Partes incluidas en el Anexo I de la Convención
- 2 miembros de las Partes no incluidas en el Anexo I de la Convención

## ***b3. COMITÉ DIRECTIVO DE EMISIONES NETAS EVITADAS***

El Comité Directivo actuará en coordinación con la Junta Ejecutiva y la Secretaría de la Convención y tiene como función asegurar la transparencia y solidez técnica del funcionamiento del Mecanismo de Emisiones Netas Evitadas a nivel nacional.

El Comité directivo tendrá la siguiente composición:

- △ Representantes de las Partes Anexo 1 contribuyentes al mecanismo.
- △ Representantes del sector privado e/o inversionistas.
- △ Representantes de las Parte no-Anexo 1 en las que se implementen los proyectos de ENE
- △ Representantes de las comunidades en las que se implementen los proyectos de ENE

El Comité Directivo tendrá las siguientes atribuciones:

- a) Acreditará a las entidades operacionales que cumplan las normas para la acreditación enunciadas de acuerdo a un Anexo (normas)
- b) Realizará recomendaciones a la Autoridad Nacional sobre la designación de las Entidades Operacionales.
- c) Publicará una lista de las Entidades Operacionales
- d) Verificará si cada Entidad Operacional cumple con las normas para la acreditación enunciadas en el apéndice A y, sobre esta base, confirmará si se debe volver a acreditar a la Entidad Operacional cada 5 años.
- e) Realizará controles al azar en cualquier momento y, según los resultados, decidirá llevar a cabo la verificación antes mencionada, si se justifica.
- f) Velará por la transparencia del mecanismo, la representatividad en su aplicación, el respeto a los intereses de las comunidades en las que se implemente.
- g) Supervisará el uso de los fondos provenientes de la compensación por ENE en actividades de mitigación y adaptación al cambio climático.

#### ***b4. Autoridad Nacional***

Los gobiernos de los países en desarrollo deberán designar ante la CMNUCC una Autoridad Nacional por país para la evaluación de las actividades. Esto se lo realizará mediante una carta o documento que certificará la participación voluntaria.

Se establecerá dentro de los Requisitos de Participación, el nombramiento de una Autoridad Nacional que sea el ente que apruebe y valide las propuestas del país, con respecto al aporte al desarrollo sostenible, el escenario de línea base y la cuantificación de emisiones netas evitadas.

La Autoridad Nacional ENE será la encargada de definir las modalidades y procedimientos para las actividades acogiendo las decisiones de la CMNUCC con respecto al mecanismo ENE.

Entre sus funciones estará la verificación de que la actividad se sujete a las Prioridades Nacionales del país en cuanto a las Políticas de Mitigación y la presentación de las actividades ante la junta.

#### ***b5. Entidades operacionales***

Las Entidades Operacionales designadas serán responsables ante la CMNUCC por conducto de la junta ejecutiva y se ajustarán a las modalidades y los procedimientos especificados en la respectiva decisión y anexo.

Las Entidades Operacionales Designadas pueden ser:

- a) Institución pública relacionada directamente con el tema nacional.
- b) Institución privada de carácter nacional y/o internacional.
- c) Institución mixta
- d) Multilateral

Las Entidades Operacionales Designadas serán las responsables de:

- a) Validar las propuestas.
- b) Verificar y certificar las emisiones netas evitadas por las fuentes de gases de efecto invernadero.
- c) Se ajustarán a las leyes aplicadas de las Partes que acojan actividades según se estipule para el Mecanismo ENE.
- d) Demostrarán que tanto ellas como sus subcontratistas no tienen un conflicto de intereses real o potencial con los participantes en las actividades.
- e) Cumplirán una de las siguientes funciones dependiendo de los requerimientos: validación o verificación y certificación.

## ***B6. ENTIDAD EJECUTORA O IMPLEMENTADORA***

La entidad ejecutora o implementadora será una entidad pública y/o privada, titular de la actividad ENE, perteneciente a un País No Anexo 1.

La entidad ejecutora es la encargada de desarrollar y presentar la actividad a la Autoridad Nacional, que a su vez presentará el Proyecto a la Junta Ejecutiva del Mecanismo de Emisiones Evitadas.

Las entidades son los responsables de desarrollar y/o contratar a una empresa para la formulación de documentos relacionados al Mecanismo ENE y según dispongan los procedimientos establecidos por el Comité Ejecutivo del Mecanismo de ENE.

### **C. ESCENARIOS EMISIONES DE GASES DE EFECTO INVERNADERO**

## ***PRIORIZACIÓN DE Sectores y actividades para ene***

Los sectores priorizados y acciones que serán considerados bajo este mecanismo se hará a nivel nacional, de acuerdo a las prioridades y los sectores económicos estratégicos de cada país. Los sectores a ser trabajados deberán ser aquellos que el IPCC ha identificado.

Cada país, definirá los sectores y actividades que serán parte de ENE. Estos no serán restringidos a una actividad específica o un sector en particular de la economía, sino más bien considera actividades económicas que involucren la explotación, uso y aprovechamiento de recursos naturales renovables y no renovables de una manera amplia, así como compensación por omisión y por acción en cualquier sector de la economía en la que se pueda reducir emisiones.

Las guías para la priorización de los sectores y actividades económicas elegibles para el mecanismo ENE, serán desarrolladas por la Junta Ejecutiva de Emisiones Evitadas.

## **LÍNEA BASE O ESCENARIO DE REFERENCIA**

La base de referencia de un sector o actividad es el escenario que representa las emisiones antropógenas por las fuentes y la absorción por los sumideros de gases de efecto invernadero que se producirían en ausencia de la actividad propuesta. (BAU).

Una base de referencia debe abarcar las emisiones de todos los gases, sectores y categorías de fuentes enumerados en el anexo A y la absorción antropógena por los sumideros dentro del ámbito de una actividad.

### **Criterios para la determinación de la base de referencia**

Se establecerá una base de referencia:

- a) Para cada actividad concreta y/o utilizando un factor de emisión para varias actividades de acuerdo a las prioridades nacionales, capacidad económica del país, etc.
- b) De manera transparente en cuanto a la selección de los criterios, hipótesis, metodologías, parámetros, fuentes de datos y factores esenciales.
- c) Teniendo en cuenta las políticas y circunstancias nacionales y/o sectoriales pertinentes como, por ejemplo, las iniciativas de reforma sectorial, la disponibilidad local de combustibles, los planes de expansión del sector de la energía y la situación económica del sector a que corresponda la actividad.
- d) Teniendo en cuenta las incertidumbres y utilizando hipótesis prudentes.

Los procedimientos y guías para la elaboración de las líneas de referencia serán desarrollados por la Junta Ejecutiva de Emisiones Evitadas.

## **Escenarios de emisiones NO REALIZADAS**

El escenario de emisiones no realizadas se refiere a las emisiones que no se generarían o se evitarían al no realizar una determinada actividad económica.

Los procedimientos y guías para la elaboración de los escenarios de emisiones no realizadas serán desarrollados por la Junta Ejecutiva de Emisiones Evitadas.

- d. Cumplimiento

### **verificación**

La verificación deberá ser definida según los sectores y actividades elegidas para la implementación del Mecanismo ENE.

La finalidad de la verificación es monitorear continuamente que las actividades bajo el mecanismo ENE cumplan con los requerimientos aprobados para su funcionamiento.

la Junta Ejecutiva será el encargado en desarrollar las guías para la verificación de las actividades del mecanismo ENE. Las actividades de verificación las llevará a cabo cada país en base a sus capacidades nacionales.

## **REPORTE**

El reporte de las actividades ENE se las realizará en función de la verificación y se basará en los instrumentos ya creados bajo la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre Cambio Climático.

Los reportes realizados por cada actividad ENE serán remitidos hacia la Junta Ejecutiva ENE con la finalidad de dar seguimiento a las actividades existentes bajo este mecanismo.

la Junta Ejecutiva de ENE será el encargado de desarrollar las guías para el reporte de las actividades. Este reporte lo llevará a cabo cada país en bases a sus capacidades nacionales.

### **E. Sistema de compensación de las emisiones netas evitadas**

la Junta Ejecutiva deberá identificar a través de grupos de trabajo el sistema de comercio o compensación de las emisiones netas evitadas que pueda identificar y desarrollar los elementos mínimos requeridos para que las Partes interesadas puedan participar de forma voluntaria en el mecanismo ENE.

Entre los elementos mínimos que deben ser desarrollados y solventados por el Comité están:

- a) Identificar los requerimientos mínimos para que las Partes puedan participar en el mecanismo así como su sistema de acreditación.
- b) Identificar cuál es el potencial de emisiones netas evitadas que puede comprometer cada Parte y cómo estas deberán ser asignadas dentro de un sistema de compensación de emisiones.
- c) Identificar la estructura financiera de los Certificados de Emisiones Evitadas (CEV) como sus costos marginales así como la determinación del valor justo que demuestre que las Emisiones Netas Evitadas están contribuyendo a la mitigación de los GEI a la vez que cumplen con los planes de desarrollo nacional de cada país en desarrollo.
- d) Identificar el sistema de expedición de Certificados de Emisiones Evitadas considerando una Autoridad Designada así como la experiencia y lecciones aprendidas del Mecanismo de Desarrollo Limpio.
- e) Identificar el marco regulatorio internacional requerido para poner en marcha un sistema de comercio o compensación de emisiones netas evitadas.
- f) Identificar los actores públicos y privados necesarios y requeridos para la implementación del mecanismo.
- g) Identificar el nivel de competitividad y complementariedad del mecanismo ENE con otros mecanismos como el MDL, iniciativa REDD y otros mecanismos innovadores de mitigación del cambio climático propuestos por las Partes.
- h) Identificar la capacidad del mecanismo ENE de ser *marketable* y proveer viabilidad financiera a los participantes públicos y privados.

El financiamiento del mecanismo ENE podrá realizarse de las siguientes modalidades:

Compensación directa

Por fuera del mercado, equivalente a valores generados por no emisión.

Mecanismos de mercado



Compensación del componente de emisiones evitadas a través de la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre Cambio Climático, a definirse en proceso de negociación de nuevos mecanismos de mercado para la mitigación

#### F. Manejo y gestión de riesgos del mecanismo ENE

Entre las modalidades y procedimientos para el desarrollo del mecanismo ENE, se deberá asegurar que el mecanismo ENE pueda ser implementado con éxito por la Junta Ejecutiva al evaluar los riesgos implícitos asociados al mecanismo así como las estrategias para la correcta gestión del riesgo.

Entre los riesgos identificados en el desarrollo e implementación del mecanismo ENE y que deberán ser tratados con mayor profundidad están:

##### a) Riesgo contractual

Los países que podrán aplicar a este mecanismo son: (i) con emisiones marginales de GEI; (ii) que buscan una transformación de economías extractivas a exportadoras de servicios y valores, (iii) que puedan argumentar riqueza en biodiversidad y culturas ancestrales y (iv) que se comprometan a invertir los recursos económicos generados por ENE en acciones de mitigación y adaptación al cambio climático.

##### b) Riesgo sistémico

c) Riesgo soberano: entorno político, económico, social, ambiental

d) Riesgos asociados al monitoreo, reporte y verificación

e) Riesgos asociados al mercado: control de precios, volatilidad

f) Gestión de contabilidad financiera y auditoría del mecanismo ENE

g) Gestión de sistema de compensación

h) Gestión de registro de los certificados

i) Estandarización de la información

#### G. Aporte al desarrollo sostenible (ambiental, social y económico)

Las actividades enmarcadas dentro del Mecanismo de Emisiones Netas Evitadas, deberán demostrar su contribución al Desarrollo Sostenible, en los siguientes ámbitos:

##### **h1.- Criterios Ambientales**

Reducción de emisiones de GEI.  
Protección de recursos locales.  
Mejora de condiciones para el entorno local.

##### **h2.- Criterios Sociales**

Mejora de la calidad de vida.  
Equidad social, reducción de la pobreza.  
Creación de empleo.

Vinculación con las políticas, estrategias nacionales y reglamentos del desarrollo sostenible a la actividad, de tal forma que ayude a fortalecer las políticas y reglamentos nacionales.

### **h3.- Criterios Económicos**

Provisión de retornos financieros.  
Transferencia de tecnología.  
Mejora en la economía de las áreas de influencia directa.

Adicionalmente se debe trabajar sobre los mecanismos mediante se deben asegurar los siguientes beneficios adicionales:

- Posibilidad de sinergias para contribuir a múltiples objetivos ambientales de las convenciones internacionales.
- Creación de incentivos para ampliar posibilidades de mitigación al cambio climático en los países en desarrollo.
- Aportar a la conservación y manejo sostenible de la biodiversidad al implementar el mecanismo en áreas ricas en biodiversidad.
- Proveer beneficios globales y a su vez disminuir la brecha relativa al beneficio local percibido

### **H. Guías y Procedimientos para cada sector y ACTIVIDADES**

la Junta Ejecutiva del Mecanismo de Emisiones Netas Evitadas desarrollará las guías y procedimientos para cada sector económico para que pueda ser considerado como parte de ENE.

la Junta Ejecutiva desarrollará las guías y procedimientos pertinentes para cada tipo de la actividad para que pueda ser considerado como parte de ENE.

**OFFICIAL SUBMISSION FROM ECUADOR**

Decision 2/CP.17 (paragraph 81) on the various approaches, including opportunities for using markets, to enhance the cost-effectiveness of, and to promote, mitigation actions, bearing in mind different circumstances of developed and developing countries

**March 5, 2012**

**MODALITIES AND PROCEDURES FOR THE NET AVOIDED EMISSIONS MECHANISM**

**BACKGROUND**

The Conference of the Parties of the United Nations Framework Convention on Climate Change in its sixteenth session (COP 16), requested the Ad Hoc Working Group on Long Term Cooperation to develop proposals of mechanisms to improve the cost- effectiveness, and to promote mitigation actions, with the objective of preparing a draft revision to be considered in the COP 17.

The mechanisms to be developed should take into account the following principles:

- (1) Ensuring voluntary participation of Parties, supported by the promotion of fair and equitable access for all Parties;
- (2) Complementing other means of support for nationally appropriate mitigation actions by developing country Parties;
- (3) Stimulating mitigation across broad segments of the economy;
- (4) Safeguarding environmental integrity;
- (5) Ensuring a net decrease and/or avoidance of global greenhouse gas emissions;
- (6) Assisting developed country Parties to meet part of their mitigation targets, while ensuring that the use of such mechanism or mechanisms is supplemental to domestic mitigation efforts;
- (7) Ensuring good governance and robust market functioning and regulation

The proposed mechanisms should demonstrate that their implementation is build on the basis of the existing mechanisms, including those established under the Kyoto Protocol.

In the decision 1/CP.16, paragraph 80, and 2/CP.17, includes the consideration of the NAE principle, among others, is included so it is considered in the work program of new mechanisms.

Finally, in the decision 2/CP.17 on various approaches including opportunities to use markets, Parties are invited to submit to the Secretariat of the Convention, their views on the work program to consider a

framework for such approaches, including the experiences, positive and negative, with the existing approaches and mechanisms, as well as the lessons learned.

## **A. DEFINITIONS**

a).- The “Net Avoided Emissions Units”, or “NAEU” are units that will be issued according to the most current decisions in an annex of the given decision, and will correspond to one metric ton of carbon dioxide equivalent, estimated using the global warming potential defined in decision 2/CP.3, with the possibility of future modifications.

b).- The “Certified Net Avoided Emissions” or “CNAE” are units that will be issued according to the appropriate decisions in an annex of the appropriate decision and will be one metric ton of carbon dioxide, estimated using the global warming potential defined in decision , 2/CO.3, with the possibility of future modifications.

c).- The Attributed Quantity Units “AQU” are units that are issued according to the appropriate dispositions in an annex of the appropriate decision, and it will be equivalent to one metric ton of carbon dioxide equivalent, estimated using the global warming potential defined in decision 2/CP.3, with the possibility of future modifications.

d).- The “units of sequestration” or “USQ” are units that are issued according to the appropriate dispositions in an annex of the appropriate decision, and it will be equivalent to one metric ton of carbon dioxide equivalent, estimated using the global warming potential defined in decision 2/CP.3, with the possibility of future modifications.

e) By “interested stakeholders” means individuals, groups or community(ies), or potentially affected individuals of the activity of the NAE mechanism.

## **B. GOVERNING BODY**

### **B1.CONFERENCE OF THE PARTIES (COP)**

The COP will have the authority of the NAE mechanism and will be the one to provide guidance to an Executive Board, or governing body, adopting decisions on:

- a) The recommendations that the Executive Board, or governing body, will dictate in its rulings;
- b) The recommendations given by the Executive Board, or governing body, according to the decisions XX-CPX related to the mechanism and the relevant decisions of the COP.
- c) The designation of the operational entities accredited by the Executive Board, or governing body, according to the relevant decisions and norms for the accreditation, which are to be developed.

Additionally, the COP will examine:

- e) The annual reports of the Executive Board or governing body.
- f) The regional and sub-regional distribution of the designated operational entities and will adopt the appropriate decisions to promote the accreditation of such entities which come from developing country Parties. And;

- g) The assistance, as necessary, to obtain funding for NAE activities.

## **B2. EXECUTIVE BOARD (GOVERNING BODY) OF THE NET AVOIDED EMISSIONS**

The Executive Board will function under the authority and guidance of the COP and its purpose is to supervise the functioning of the NAE mechanism.

The Executive Board or Governing Body will have the following attributions:

- a) To recommend to the COP the modalities and procedures for the NAE mechanism and/or other modifications that will add or remove the rules of procedures.
  - b) Approve new methodologies related to the baseline, monitoring plan and boundaries of the activity.
  - c) Review the criteria on modalities, procedures and the definitions of the NAE activities and, if necessary, make appropriate recommendations to the COP.
  - d) Be responsible for the accreditation of the Operating Entities and recommend to the COP the designation of these entities.
- To make technical reports on methodologies and procedures available to the general public.
  - To develop and maintain a Registry of the NAE mechanism.
  - To accept formally the recognition of a NAE activity.
  - To establish panels and working groups to assist with the implementation of its functions.
  - To conform its constituency by inviting 8 representatives in accordance with the following distribution:
    - 2 members of each United Nations regional group
    - 1 member of the Small Island Developing States
    - 1 member of the Least Developed Countries
    - 2 members from Parties included in Annex I of the Convention
    - 2 members from Parties not included in Annex I of the Convention

## **B3. STEERING COMMITTEE OF AVOIDED EMISSIONS**

An Steering Committee shall be established and will work in coordination with the Executive Board or Governing Body, and will have the function of ensuring transparency and high technical standards for the NAE mechanism.

The Governing Body shall decide the composition of the Steering Committee.

The Steering Committee will have the following functions:

- ▲ To develop accreditation requirements and an accreditation system to evaluate that the operational entities meet agreed requirements.
- ▲ To make recommendations to the NAE National Authorities on the designation of the operational entities

- △ To develop criteria for verifications on site to verify the project activity.
- △ It will ensure transparency and integrity of the mechanism.

#### **B4. NATIONAL AUTHORITY**

Each developing country Party that intends to participate in NAE should designate to the UNFCCC a National Authority to evaluate NAE activities.

National Authority is the entity that approves and validates the proposals from the country with respect to the contribution to sustainable development, the baseline scenario and the quantification of NAE units.

The NAE National Authority should have the following functions:

To define a national process to review and approve NAE activity project proposals taking into account the decisions from the UNFCCC with respect to the NAE mechanism.

To establish a system of verification of the NAE activity and that it is in accordance with the National Priorities of the country in terms of policies for mitigation and adaptation, economic development.

To follow up the approval of the Governing Body and monitor, report and verify the functioning of the activity.

#### **B5. OPERATING ENTITIES**

The Operating Entities will be held liable to the UNFCCC, the Executive Board (Governing Body) and will follow the modalities and procedures specified in the respective decision and annex.

The Operational Entities could be

- a) A public institution directly related with the national subject.
- b) Private institution at the national and international level.
- c) Mixed institution
- d) Multilateral

The Operational Entities should be responsible for:

- a) Validating NAE Project activity proposals that have met agreed requirements.
- b) Verifying and certifying the avoided emissions by the type of source of GHG emissions.
- c) Complying with the relevant legislation of the Parties according to the eligible activities that the NAE defines.
- d) Demonstrating that these activities and sub-contracts do not have a conflict of interest with the participants of the activities.
- e) Abiding by any of the following functions depending on the requirements: validation, or verification and certification.

#### **B6. IMPLEMENTING ENTITY**

The implementing entity will be public or private, developer of the NAE activity, belonging to a non-Annex I

Party.

The operating entity is the one in charge of developing and presenting the technical documentation of the activity to the National Authority, which will present the Project to the Executive Board of the NAE mechanism.

The entities are responsible for developing and/or contracting a consultant to develop the documents related to the NAE mechanism according to the decisions and procedures decided by the Executive Board of NAE.

## **C. GREENHOUSE GAS EMISSIONS SCENARIOS**

### **C1. PRIORIZATION OF THE SECTORS AND ACTIVITIES FOR NAE**

The sectors and actions to be prioritized and considered under this mechanism are at the national level, according to the priorities of development of the country implementing NAE and the strategic economic sectors of each country. The sectors to be developed are those that the IPCC has identified to mitigate climate change .

Each country will define the sectors and activities eligible for the NAE mechanism. These will not be restricted to a specific economic activity, or a particular sector of the economy. Rather, it will consider economic activities that are the most important for the economic development of a developing country that involve the exploitation and use of natural resources, renewable and non-renewable, as well as a compensation for omission and not action in any sector of the economy in which emissions could be reduced.

The guides to prioritize the economic sectors and activities eligible for the NAE mechanisms, should be developed by the Executive Board of Avoided Emissions.

### **C2. BASELINE OR REFERENCE SCENARIO**

The baseline scenario of a sector or activity is the scenario that represents the anthropogenic emissions by sources and sequestration/absorption by sinks of GHG that would be produced in the absence of the proposed NAE activity.

A baseline scenario should include the emissions of all gases, sectors and categories of sources that should be further identified and anthropogenic absorption by the sinks within the scope of an activity.

#### **Criteria to determine the reference baseline**

A baseline will be established:

- a) For each activity and/or using an emission factor for the emission for various activities according to the national priorities, economic capacity of the country, etc.
- b) In a transparent manner in terms of the selection of the technical criteria, assumptions, methodologies, parameters, sources of data and essential factors.
- c) Taking into account the policies and national circumstances and/or respective sectors, such as the initiatives of sectoral reform, the availability of local fuels, plans of expansion of the energy sector, and the economic situation of the sector that the activity corresponds.

- d) Taking into account the uncertainties and using a conservative estimate approach.

The procedures and guides to elaborate the baselines will be developed by the Executive Board of Avoided Emissions.

### **C3. NON-EMITTED EMISSIONS SCENARIOS**

The scenario of non-realized emissions refers to the emissions that will not be generated, or that will be avoided by not undertaking a determined economic activity. The Governing Body should define procedures and guidelines on the non-emission scenarios.

## **D. COMPLIANCE**

### **D1. VERIFICATION**

The verification will be defined according to the sectors and eligible activities for the implementation of the NAE Mechanism.

The objective of the verification is to monitor continuously that the activities under NAE contribute to mitigate climate change according to the modalities agreed for the mechanism.

The Executive Board will be in charge of developing the guidelines for the verification of the activities under the NAE mechanism.

### **D2. REPORTING**

The reports to be done by each NAE activity will be sent to the NAE Executive Board, governing body, with the objective of following up the activities considered under this mechanism.

The Executive Board of NAE will be in charge of developing the guidelines to report the activities.

## **E. COMPENSATION SYSTEM OF THE NET AVOIDED EMISSIONS**

The Executive Board will have to identify through working groups the system of commerce or compensation of the net avoided emissions that can identify and to develop the minimum elements required for the interested Parties so they can voluntarily participate in the NAE mechanism.

Among the minimum requirements to be developed and resolved by the Committee are:

- a) Identify the minimum requirements so that the Parties can participate in the mechanism as well as its accreditation system.
- b) Identify what is the potential of the net avoided emissions that each Party can undertake and the set up of a emissions compensation system.
- c)
- d) Identify the financial structure of the CEV and its marginal costs as well as the determination of the just price that shows that NAE is contributing to mitigate GHG and that at the same time meets with the national development plans for each developing country.
- e)
- f) Identify the system to issue NAEs, considering a Designated Authority as well as the experience and lessons learned in the Clean Development Mechanism.



- g)
- h) Identify the international regulatory framework required to jump start a trading system required to start a trading system or compensation of net avoided emissions.
- i)
- j) Identify the public and private stakeholders needed and required for the implementation of the mechanism.
- k)
- l) Identify the level of competitiveness and complementarity of the NAE mechanism with other mechanisms such as CDM, REDD+ and other innovative mechanisms to mitigate climate change proposed by the Parties.
- m)
- n) Identify the capacity of the NAE mechanism to be promoted and to provide the financial means to public and private participants.
- o)
- p) The financing of the NAE mechanism could be done through the following modalities:
  - Direct Compensation

Outside from the market, equivalent to the assets generated by the non-emissions.

- Market mechanisms

Compensation of the avoided emissions through the UNFCCC, to be defined in the negotiation process with new market mechanisms for mitigation to mitigate climate change.

## **F. MANAGEMENT AND RISK MANAGEMENT OF THE NAE MECHANISM**

Among the modalities and procedures for the development of the NAE mechanism, it should be assured that the NAE mechanism can be implemented with success by the Executive Board and to evaluate the risks associated to the mechanism as well as the strategies to deal appropriately with risk management.

Among the risks identified in the development and implementation of the NAE mechanism and that should be analyzed more in depth are:

- a) Contracts risks

The countries that can apply to this mechanism are those that: (i) have marginal levels of GHG; (ii) look to transform their extractive economies to exporters of services and assets. that can argue the richness of biodiversity and ancestral cultures; and that (iv) can commit to invest the economic resources generated by NAE in mitigation and adaptation actions to climate change.

- b) Systemic Risk
- c) Sovereign risk: political context, economic, social and environmental
- d) Risks associated to monitoring, report and verification
- e) Risks associated to the market: price controls and price volatility
- f) Financial accounting and audits of the NAE mechanism
- g) Compensation system

- h) Registry of the certificates
- i) Standardization of the information

## **G. CONTRIBUTION TO SUSTAINABLE DEVELOPMENT (ENVIRONMENTAL, SOCIAL AND ECONOMIC)**

The developing countries that wish to implement NAE, should ensure that the activities that are eligible for NAE should demonstrate their contribution to Sustainable Development in the following areas:

### **G1. ENVIRONMENTAL CRITERIA**

- Reduction of GHG emissions
- Protection of local resources
- Improvement of the local conditions

### **G2. SOCIAL CRITERIA**

- Improve the quality of life Social equity, poverty reduction
- Employment creation
- Linkages with the policies, national strategies and rulings on sustainable development of the activity, in such a way that it helps to strengthen national policies and rulings.

### **G3. ECONOMIC CRITERIA**

- Provision of financial returns
- Technology transfer
- Improve the economy of the areas of direct influence

Additionally, the mechanism must assure additional benefits, such as:

- Possibility of synergies to contribute to multiple environmental objectives of international conventions.

- Creation of incentives to increase the possibilities of mitigate climate change in developing countries.

- Contribute to the conservation and sustainable management of the biodiversity by implementing the mechanisms in areas that are rich in biodiversity.

- To provide global benefits and at the same time decrease the gap relative to the local benefit.

### **G4. CRITERIA FOR PARTICIPATING IN THE MECHANISM**

The countries that can offer the NAE mechanism are developing countries that:

- (i) Have marginal emissions;

- (ii) Seek a transformation of their economies;
- (iii) Have rich biodiversity and ancestral cultures; and
- (iv) Can devote the investment of the resources generated by NAE in climate change mitigation and adaptations actions.

## **H. GUIDELINES AND PROCEDURES FOR EACH SECTOR AND ACTIVITIES**

The Executive Board of NAE will develop the guidelines and procedures for each economic sector so that it can be considered as part of NAE.

The Executive Board will develop the relevant guidelines and procedures for each type of activity so that it can be considered as part of NAE.

---